

L'IRAK APRÈS LE RETRAIT DES ETATS-UNIS: DE NOUVEAU AU BORD DU GOUFFRE

Les Etats-Unis n'ont guère pu masquer lors de leur retrait d'Irak fin 2011 que leur politique irakienne a échoué et qu'ils laissent derrière eux un pays instable. Dans l'accentuation des clivages confessionnels et ethniques que l'on peut observer en Irak depuis plusieurs mois, il faut cependant voir aussi la défaillance de la politique à Bagdad. Une nouvelle explosion de violence n'est plus à exclure, d'autant que les rapports tendus entre l'Iran et les monarchies sunnites du Golfe ainsi que la Turquie encouragent en Irak des tendances centrifuges. Les crises en Syrie et en Irak s'entrecroisent ici de plus en plus.



Avec son style de gouvernement autoritaire, le Premier ministre chiite al-Maliki s'est attiré les foudres des sunnites et des Kurdes. Bagdad, 6 janvier 2012

Reuters / Saad Shalash

L'Irak a presque toujours été au centre de la politique de sécurité internationale au cours des deux dernières décennies. Après la guerre du Golfe de 1990/91, déclenchée par l'invasion du Koweït par l'Irak et à laquelle a mis fin la riposte militaire d'une coalition mandatée par l'ONU et coordonnée par les Américains, les débats ont tourné autour des sanctions économiques, des zones d'interdiction de vol ainsi que des mesures de désarmement et de contrôle de l'armement. Après l'avènement de George W. Bush à la présidence des Etats-Unis en 2001 et le changement de stratégie de la politique d'endiguement adoptée par les Etats-Unis vis-à-vis de l'Irak vers un *Regime Change*, les discussions ont eu pour objet la guerre d'Irak de 2003, la politique d'occupation consécutive des Etats-Unis et la situation sécuritaire dans le pays qui s'est dramatiquement détériorée entre-temps.

Ces dernières années, l'Irak a cependant perdu de l'importance dans les débats sur la sécurité internationale. Après des années de controverses houleuses, le thème ne suscite plus entre-temps l'intérêt des médias que de manière ponctuelle et généralement en marge. Depuis le retrait des troupes d'occupation entamé en 2008 et la refocalisation américaine sur l'Afghanistan, les débats de politique sécuritaire tournent surtout, en ce qui concerne le Proche et le Moyen-Orient, autour du programme nucléaire iranien et des révoltes et révolutions arabes. Sur le plan mondial par contre, des thèmes comme les répercussions stratégiques des transferts de pouvoir constants, la stabilité de la région pacifique ou la résolution des crises économique et de l'endettement occupent de plus en plus le devant de la scène.

Un apaisement de la situation en Irak ne se profile cependant pas dans un avenir proche. Les Etats-Unis laissent derrière eux un pays très fragile et divisé au plus haut point où les clivages confessionnels et ethniques se sont encore creusés depuis le retrait des dernières troupes américaines en décembre 2011. La polarisation à l'intérieur de l'Irak est renforcée par l'opposition qui va s'accroître entre les chiites et les sunnites dans la région. La hausse des tensions géopolitiques, confessionnelles et aussi ethniques au Proche et Moyen-Orient risque d'entraîner une nouvelle détérioration de la situation et éventuellement de nouvelles éruptions de violence ou même des guerres régionales par proxy en Irak.

Bilan de l'intervention américaine

Presque neuf ans d'occupation américaine ont fortement marqué l'Irak. Si l'on tire d'abord le bilan du point de vue américain, le résultat est surtout négatif. Le prix de l'intervention en Irak a nettement dépassé les attentes de la société américaine. Sur plus de 1,5 million de soldats envoyés en Irak (dont beaucoup de déploiements multiples), 4488 ont été tués et 32 225 blessés. L'aide directe du Congrès américain à la guerre s'est montée à plus de 800 milliards de dollars. A cela viennent s'ajouter les coûts cachés et les dépenses supplémentaires à long terme qui font, selon les estimations des experts, passer la charge totale à plus de 3 000 milliards de dollars. La politique irakienne de l'administration Bush a, par ce biais, considérablement contribué à la hausse éclatante de la dette publique américaine.

En ce qui concerne l'atteinte des objectifs – volatiles – de leur intervention en Irak, les Etats-Unis ne peuvent pas vraiment justifier ces dépenses très importantes. Le reproche ayant servi de motif central à la guerre, selon lequel Saddam Hussein organisait soi-disant des programmes ABC actifs et cultivait des relations avec al-Qaïda, n'a jamais pu être étayé. La vision d'une démocratisation de la région partant d'Irak a vite été reléguée à l'arrière-plan à la suite de la coopération antiterroriste des Etats-Unis avec des régimes autoritaires. Seuls des néoconservateurs invétérés imputent les bouleversements arabes actuels à la chute de Saddam.

La résistance des Irakiens a fait échouer des plans pour une présence militaire permanente en Irak. Une gigantesque ambassade américaine avec 16 000 collaborateurs américains dont 2 000 diplomates, 150 conseillers militaires et jusqu'à 8 000 employés de fournisseurs de sécurité privés est restée. Les possibilités d'influence de Washington sur les développements politiques en Irak sont cependant limitées aujourd'hui et c'est pourquoi le State Department envisage déjà une réduction importante du personnel de son ambassade en Irak. Comme dans le cas de l'Egypte et des monarchies du Golfe, il se pourrait certes que les Etats-Unis exercent dans un avenir proche un certain contrôle des forces armées irakiennes en raison de la dépendance actuelle de l'Irak en matière d'armement. Les 50 000 troupes américaines se trouvant actuellement dans la région offrent également aux Etats-Unis une certaine flexibilité quant à sa future politique irakienne. Mais l'Irak n'est pas devenu une plaque tournante des intérêts américains dans la région.

Dans la mesure où la richesse pétrolière irakienne aurait également fait partie de la motivation de guerre des Etats-Unis, il se pourrait que les attentes à ce sujet soient remplies, du moins en partie. Même si aucune dominance des sociétés pétrolières américaines ne s'ébauche en Irak, les perspectives que les gigantesques réserves de pétrole non exploitées du pays soient rendues accessibles au marché pétrolier mondial se sont améliorées après la chute de Saddam. Mais il y a face à cela les vastes conséquences négatives de la guerre d'Irak pour les Etats-Unis dont leur perte massive de crédibilité internationale, la négligence de la stabilisation de l'Afghanistan,

l'affaiblissement du moins provisoire de l'Alliance atlantique et de l'ONU ainsi que la baisse d'acceptation du régime multinational de contrôle de l'armement et de désarmement. A cela vient s'ajouter le fait que, avec l'élimination provisoire de l'Irak comme puissance, l'équilibre des pouvoirs a été mis sens dessus dessous dans le golfe Persique. Les possibilités d'influence et les ambitions dirigeantes régionales de l'Irak ont augmenté sur cette toile de fond, ce qui a entraîné des tensions croissantes entre Téhéran et ses voisins sunnito-arabes comme avec les Etats-Unis et Israël.

Du point de vue de l'Irak, seul un bilan provisoire de l'intervention américaine peut être tiré. Il est clair que les 60% de chiites et 15–20% de Kurdes profitent de la fin de la dictature de Saddam, alors que les 20% de sunnites ont subi une perte de pouvoir. Il est aussi incontestable que le changement politique imposé de l'extérieur en Irak a provoqué beaucoup de souffrance humanitaire avec plus de 100 000 morts et environ 4 millions d'expulsés. Des renforcements des troupes américaines, une action intensifiée contre les milices chiites (surtout contre l'armée du Mahdi du mouvement Sadr), des négociations fructueuses avec les insurgés sunnites et la lutte contre les insurgés islamistes radicaux par les milices tribales sunnites («Conseil de l'Eveil») ont certes pu désamorcer temporairement une guerre civile prolongée en 2007. Les Etats-Unis n'ont néanmoins pas pu établir un ordre d'après-guerre stable.

L'avenir de l'Irak est dès lors aujourd'hui extrêmement incertain. Les conflits non résolus liés au pouvoir et aux ressources dans le pays se sont de nouveau nettement aggravés ces derniers mois. Il n'a pas fallu longtemps pour découvrir que l'affirmation du président Obama fin 2011 selon laquelle les Etats-Unis laissent derrière eux un Irak «souverain et stable» qui «est capable de se gouverner» n'était qu'un vœu pieux.

Défaillance de la politique en Irak

L'Irak illustre aujourd'hui de manière frappante qu'il faut plus que des élections et une constitution pour constituer une démocratie. Le nouveau système politique du pays orienté sur le pluralisme menace de succomber à la polarisation intérieure croissante. Il y avait encore, il y a deux ans, des signes qu'un processus politique démocratique pouvait s'établir, les élections

parlementaires de mars 2010 ayant été caractérisées par une participation élevée de tous les groupements populaires et un résultat étonnamment bon des forces modérées manœuvrant avec des paroles unifiantes nationales. Mais les élites politiques n'ont pas, depuis, tenu compte du souhait d'un équilibre intérieur exprimé par de nombreux électeurs. C'est pourquoi la population irakienne a largement perdu confiance dans les institutions politiques.

Une lutte de neuf mois pour la formation du gouvernement a d'abord paralysé la politique à Bagdad. Grâce à un accord avec l'ecclésiastique al-Sadr proche de l'Irak, le président chiite en exercice, al-Maliki, a triomphé sur le vainqueur des élections, Al-Laoui, et l'alliance laïque et nationaliste Irakiya menée par ce dernier dans les élections et soutenue par de nombreux sunnites. Sur la base d'un arrangement de partage du pouvoir, al-Maliki a finalement pu, fin 2010, former un gouvernement unitaire incluant aussi Irakiya. Le nouveau cabinet regroupant plus de 40 ministres est cependant resté depuis largement incapable d'agir en raison de sa composition hétérogène.

L'année dernière a elle aussi été principalement marquée par une centralisation du pouvoir aux mains d'al-Maliki à qui différents côtés ont reproché des traits dictatoriaux. Al-Maliki n'a par exemple pas mis comme convenu à des postes clés comme le ministère de la défense ou de l'intérieur des représentants d'Irakiya mais, par intérim, lui-même ou ses propres partisans. Il a simultanément lié le contrôle des institutions sécuritaires à son bureau de Premier ministre, troqué des postes centraux de l'armée avec ses proches et étendu son influence à des institutions jadis indépendantes comme la Commission électorale, la Banque centrale et la Commission anti-corruption.

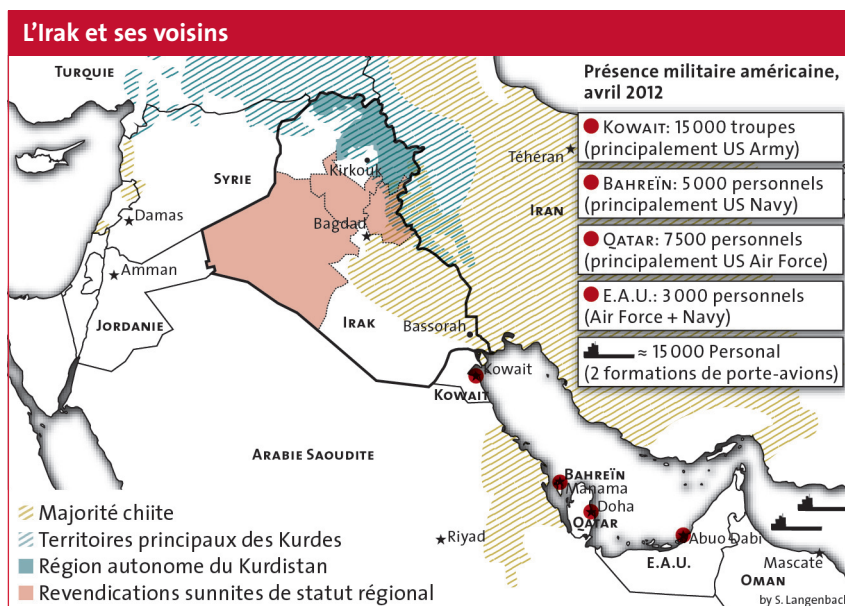
Sur la toile de fond du retrait des Etats-Unis, la lutte pour le pouvoir s'est encore intensifiée ces derniers mois en Irak. Les clivages confessionnels et ethniques se sont fortement accentués dans la politique irakienne. Deux provinces à dominance sunnite ainsi qu'une troisième province mixte dans le centre de l'Irak ont revendiqué leur droit ancré dans la Constitution de 2005 de pouvoir voter sur un statut régional avec des pouvoirs fédéralistes. Le fait que les sunnites abandonnent leur appui traditionnel d'un Etat central irakien fort représente un danger tant pour al-Maliki que pour l'unité territoriale de l'Irak. Le Pre-

mier ministre a aussi, depuis, fait arrêter dans ces provinces plusieurs centaines de sunnites au nom de la débaathification. Il a en outre agi de manière ciblée contre les représentants principaux d'Irakiya. Le vice-président al-Hashemi, le politicien sunnite le plus haut placé du pays, a été placé sous mandat d'arrêt en raison de prétendues implications dans des attentats terroristes. Al-Maliki a simultanément insisté pour que le parlement irakien retire sa confiance à son propre Premier ministre adjoint, le sunnite al-Mutlak – en vain jusqu'à présent.

Entre-temps, les Kurdes se sentent aussi menacés par la concentration de pouvoir d'al-Maliki. Ils ont participé de manière constructive au gouvernement central ces dernières années mais ont simultanément tout mis en œuvre pour renforcer leur autonomie sous la main protectrice des Etats-Unis. Leurs relations avec al-Maliki se sont beaucoup détériorées depuis qu'ils se refusent à livrer à Bagdad al-Hashemi en fuite dans la région autonome du Kurdistan. Les différends vont cependant plus loin puisque les Kurdes irakiens et les Arabes ne peuvent, jusqu'à présent, se mettre d'accord ni sur l'étendue de l'autonomie kurde ni sur les frontières territoriales du Kurdistan autonome.

Les conflits s'enflamment sans cesse autour de la question pétrolière essentielle pour l'ensemble de l'Irak puisque 90% des recettes du gouvernement irakien proviennent du secteur du pétrole. Du point de vue du gouvernement central, la politique pétrolière kurde de plus en plus autonome entrave une stratégie énergétique irakienne efficace. Les 40 accords séparés du gouvernement régional kurde avec des sociétés pétrolières internationales suscitent aussi de vives critiques à Bagdad. Le fait que certains de ces accords – comme par exemple un deal récent avec Exxon Mobil – concernent des territoires limitrophes disputés se situant en dehors de la région autonome est ressenti comme une provocation particulière. C'est aussi dans ces territoires en discussion que se situe Kirkouk, riche en pétrole, que beaucoup de Kurdes considèrent comme leur capitale traditionnelle.

En avril 2012, les tensions avec al-Maliki ont connu une telle escalade que les Kurdes ont cessé leurs exportations de pétrole, ce qui signifie de grandes pertes de recettes pour le gouvernement central. En guise de riposte, Bagdad a menacé de réduire les transferts financiers vers le



Kurdistan. Si les Kurdes devaient effectivement être en mesure, en 2014, de transporter leur pétrole à la Turquie avec leur propre pipeline et d'étendre ainsi leur indépendance financière, ils pourraient intensifier les efforts de sécession du Kurdistan. L'armement prévu de l'armée irakienne (entre autres avec des avions de combat F-16 américains) relativisera cependant la supériorité momentanée des forces de sécurité kurdes (Peshmerga). Tout compte fait, les deux tendances intensifient le potentiel d'escalade existant.

Mais les clivages confessionnelles et ethniques ne sont pas les seuls à s'approfondir en Irak. L'autonomie a aussi été récemment revendiquée dans les provinces chiites au sud de l'Irak, ce qui indique une lassitude générale envers la centrale de Bagdad. La défaillance de la politique irakienne a pour effet que l'Etat continue à ne s'acquitter que de manière insatisfaisante des tâches même élémentaires comme l'approvisionnement en électricité et que la reconstruction du pays languit. Il est vrai que l'Irak dispose des cinquièmes plus grandes réserves de pétrole prouvées au monde. Mais l'économie reste largement sur le carreau, ce qui se manifeste par un chômage élevé et une grande pauvreté par rapport au reste de la région. L'Irak se classe aujourd'hui au 161^e rang mondial par son revenu per capita. Selon Transparency International, c'est le huitième pays le plus corrompu au monde. La situation sécuritaire s'est certes améliorée en 2011 par rapport aux années précédentes. Mais l'Irak continue toujours à déplorer plus de victimes (morts et blessés) d'attentats que l'Afghanistan. Etant donné

les conditions de vie toujours mauvaises et les blocus et machinations, il n'est pas étonnant que le mécontentement croisse rapidement dans la population selon les sondages.

Dans les remous de la polarisation régionale

La situation actuelle en Irak est surtout préoccupante parce que l'on peut identifier dans le contexte régional des tendances similaires à la polarisation qui continuent d'intensifier les tensions en Mésopotamie. Le fait que l'Irak soit, avec son hétérogénéité confessionnelle et ethnique, un reflet du Proche et Moyen-Orient pourrait avoir, plus encore à l'avenir que ces dernières années, une influence négative sur sa stabilité intérieure. Le pays ne représente plus à court terme une puissance dans la région. Il menace plutôt de devenir le jouet de puissances externes.

Des lignes de partage régionales actuelles, c'est le conflit géopolitique entre l'Iran et les Etats-Unis (ainsi qu'Israël) qui a pour le moment le moins de répercussions sur la constitution intérieure de l'Irak. Al-Maliki a jusqu'à présent bien réussi l'exercice d'équilibre entre les dirigeants chiites à Téhéran et Washington. Si on devait en venir, dans ce contexte de crise nucléaire, à des attaques aériennes contre l'Iran (avec le retrait des troupes américaines, les conditions se sont surtout améliorées pour la force aérienne israélienne), des scénarii comme une action renforcée des sadristes chiites en faveur de l'Iran ou des mesures de représailles de Téhéran contre les acteurs pro-américains en Irak seraient tout à fait concevables.

L'Irak est déjà mis à l'épreuve aujourd'hui par la guerre froide qui s'intensifie entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Ce clivage s'inscrit lui aussi dans un contexte géopolitique, avec en plus l'élément ethnique d'une rivalité irano-arabe. Dans le contexte des révoltes et révolutions arabes, une polarisation confessionnelle comme on a rarement vu jusqu'à présent sur un plan interétatique au Proche et Moyen-Orient vient cependant de plus en plus se greffer sur ces caractéristiques.

L'Arabie saoudite et d'autres monarchies sunnites du Golfe comme le Qatar s'efforcent de déplacer, à la suite des bouleversements arabes, les rapports de force régionaux en leur faveur. En Egypte et en Tunisie, des acteurs sunnites conservateurs proches d'eux comme les Frères musulmans et les salafistes ont gagné de l'influence. Au Bahrein quant à lui, Ryad a empêché par des moyens militaires une fin de la discrimination politique de la majorité chiite de la population. La lutte centrale pour le pouvoir a cependant actuellement lieu en Syrie où l'Arabie saoudite et le Qatar s'engagent en faveur d'un armement de l'opposition pour éliminer, avec al-Assad, l'allié régional principal de l'Iran et aider à Damas les forces islamiques conservatrices à exercer une influence dominante dans un régime successeur.

Al-Maliki s'est nettement opposé au renversement d'al-Assad car un gouvernement sunnite en Syrie ne serait en aucun cas dans l'intérêt des chiites irakiens. Il a, par cette attitude, confirmé du point de vue des maisons royales sunnites l'impression qu'il est un représentant des intérêts iraniens. La réintégration de l'Irak dans la politique arabe s'avère extrêmement difficile sur cette toile de fond. Le fait que le sommet de la Ligue arabe de mars 2012 ait été réalisé à Bagdad peut tout à fait être considéré comme un succès pour al-Maliki. Mais la faible représentation des monarchies sunnites du Golfe au sommet et le refus de l'Arabie saoudite d'ouvrir une ambassade à Bagdad indiquent leur méfiance vis-à-vis du gouvernement à dominance chiite en Irak.

Les interactions entre la polarisation à l'intérieur de l'Irak et la polarisation régionale se sont intensifiées ces derniers mois, ce qui complique la situation pour l'Irak sur le plan de la politique étrangère et intérieure. Depuis que le vice-président al-Hashemi a pu séjourner en Arabie saoudite, au Qatar et en Turquie malgré un mandat d'arrêt

contre lui, les relations diplomatiques se sont tendues surtout entre Bagdad et Ankara. Al-Maliki a répondu à la critique formulée publiquement par le Premier ministre turc Erdogan à l'encontre de la concentration de pouvoir en Irak en déclarant la Turquie «Etat hostile». Les tensions croissantes entre l'Irak et ses voisins sunnites pourraient surtout pousser les monarchies du Golfe à encourager les efforts d'autonomie des sunnites en Irak. Dans le cas d'une poursuite de l'escalade de la situation en Syrie, il est même concevable que l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie travaillent au renversement d'al-Maliki pour accroître ainsi les chances d'une fin – aussi recherchée par Ankara – du régime Assad. On peut en tous cas identifier dès aujourd'hui les signes d'une corrélation de plus en plus étroite des crises en Syrie et en Irak. C'est aussi pourquoi al-Maliki et des parties importantes des chiites irakiens s'appuieront encore plus sur l'Iran à l'avenir.

Le danger d'une nouvelle explosion de violence teintée de confessionnalisme en Irak augmente dans ce contexte. Le potentiel de violence est nettement plus élevé qu'il y a quelques années parce que les voisins de l'Irak sont plus fortement impliqués dans les querelles actuelles et qu'il manque le crampon de stabilité américain. La peur d'être happés eux-mêmes par une guerre civile en Irak pourrait aussi avoir une influence modératrice sur les voisins.

L'Arabie saoudite devra par exemple toujours tenir compte des répercussions que sa politique irakienne aura sur sa propre minorité chiite résidant dans les régions de transit du pétrole.

Le clivage ethnique entre les Arabes et les Kurdes est moins virulent pour le moment que la polarisation confessionnelle actuellement marquée dans la région. La question kurde pourrait cependant aussi s'accroître en cas d'escalade de la situation en Syrie. Le Conseil national syrien – l'organisation faitière de l'opposition – ne soutient pas encore la revendication d'autonomie des Kurdes syriens et c'est pourquoi les partis kurdes ont gardé leurs distances avec lui. Mais si cela devait changer et si les efforts d'émancipation des Kurdes irakiens devaient s'intensifier, il se pourrait que la question kurde gagne aussi un nouveau dynamisme en Turquie voisine et donc dans le cadre régional. Les répercussions d'un tel développement sur la polarisation confessionnelle dans la région – et en particulier en Irak – ne sont guère prévisibles aujourd'hui. Les conditions sont actuellement trop complexes, et trop volatiles.

Editeur/Expert: Daniel Möckli
moeckli@sipo.gess.ethz.ch

Commande d'analyses et abonnement:
www.ssn.ethz.ch

Parus précédemment

- N° 112: Crise de la dette et politique étrangère et de sécurité suisse
- N° 111: Les PPP dans la politique de sécurité: chances et limites
- N° 110: L'OSCE en position difficile
- N° 109: Afghanistan: vague espoir de solution régionale
- N° 108: La puissance protectrice: la renaissance d'une tradition?
- N° 107: Armes atomiques au Moyen-Orient: aucune solution en vue
- N° 106: Politique étrangère suisse après Mme Calmy-Rey
- N° 105: Médiation dans les conflits religieux
- N° 104: Fukushima et les limites de l'analyse des risques
- N° 103: La cartographie de crise: le phénomène et son utilité
- N° 102: L'Afrique du Sud: une puissance régionale limitée
- N° 101: Les Frères musulmans en Egypte: obstacles sur la voie du pouvoir
- N° 100: La Libye après Kadhafi: transition politique et options occidentales
- N° 99: Une Europe fragmentée dans un Congo instable
- N° 98: Al-Qaïda après les bouleversements arabes et la mort de Ben Laden
- N° 97: Le Pakistan après Ben Laden: un constat
- N° 96: Politique extérieure de l'UE: nouvelles structures, anciennes faiblesses
- N° 95: Caucase du Nord: instabilité croissante dans le sud de la Russie
- N° 94: Conflit au Proche-Orient: nouveau contexte, nouvelle dynamique
- N° 93: Le Brésil: puissance économique à se profiler en politique étrangère
- N° 92: La lutte pour les avions de combat: gagnants et perdants
- N° 91: Opération militaire en Libye: l'OTAN prise dans un dilemme
- N° 90: Sécurité humaine: genèse, débats, tendances